

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
WT/GC/W/169
16 avril 1999

(99-1529)

Conseil général

Original: anglais

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

Services

Communication de la Corée

La Mission permanente de la Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 12 avril 1999.

Généralités

L'article XIX de l'Accord général sur le commerce des services prévoit que les Membres engageront la prochaine série de négociations en l'an 2000 en vue d'élever le niveau de libéralisation. La Corée estime que les prochaines négociations devraient se dérouler en conformité avec les principes fondamentaux énoncés dans le préambule de l'AGCS.

Depuis l'entrée en vigueur de l'AGCS, les Membres ont acquis une expérience précieuse en matière de libéralisation du commerce des services. Outre la mise en œuvre des engagements spécifiques souscrits au titre de l'AGCS, la Corée a pris d'importantes mesures pour libéraliser et déréglementer davantage ses secteurs de services dans le cadre de ses efforts visant à réformer l'économie coréenne au niveau de la réglementation et à créer un environnement plus attractif pour les investissements étrangers. À la lumière de son expérience, la Corée souhaite formuler les suggestions ci-après en ce qui concerne la prochaine série de négociations sur les services.

Suggestions

1. Les prochaines négociations devraient porter sur tous les secteurs de services.

Le préambule et l'article XIX de l'AGCS disposent que les prochaines négociations sur les services viseront principalement à promouvoir les intérêts de tous les pays participants sur une base d'avantages mutuels et à assurer un équilibre global des droits et des obligations. Pour réaliser ces objectifs, il est essentiel qu'aucun secteur de services ne soit à priori exclu et que les négociations portent sur tous les secteurs.

2. La portée des exemptions NPF devrait être progressivement réduite.

Le traitement de la nation la plus favorisée (NPF) constitue l'un des principes les plus fondamentaux du système commercial multilatéral. Bien que l'AGCS autorise des exemptions NPF dans certaines conditions, la Corée estime que la portée de ces exemptions devrait être progressivement réduite. À cette fin, les Membres devraient établir des critères plus précis pour

./.

réexaminer les exemptions NPF actuellement en vigueur et étendre davantage l'applicabilité du principe NPF au commerce des services.

3. Les mesures de libéralisation autonomes devraient être dûment prises en compte.

L'article XIX:3 de l'AGCS dispose que les modalités du traitement des mesures de libéralisation prises de façon autonome par les Membres depuis les négociations précédentes devraient être établies lors de l'élaboration des lignes directrices pour les prochaines négociations.

Les mesures de libéralisation autonomes devraient être dûment prises en compte pendant les négociations. C'est là un moyen d'encourager vivement les pays à prendre unilatéralement des mesures de libéralisation qui, implicitement, bénéficient également à leurs partenaires commerciaux. En outre, cela contribuerait à ce que des réformes indispensables ne soient pas inutilement remises à plus tard en prévision des concessions commerciales réciproques qui seraient obtenues ultérieurement.

4. Les prochaines négociations devraient aborder les problèmes posés par le commerce électronique.

La croissance rapide du commerce électronique pose de nombreux problèmes nouveaux pour ce qui est de la mise en œuvre de l'AGCS. Afin de faciliter l'intégration de ce progrès technologique dans le commerce des services, les prochaines négociations devraient traiter des effets que le commerce électronique pourrait avoir sur le commerce des services et, en particulier, sur la portée des engagements nationaux. Compte tenu de la complexité du sujet, toutefois, toutes les questions pertinentes devraient être soigneusement examinées avant que des disciplines applicables au commerce électronique ne soient établies.

5. Les travaux en cours visant à l'élaboration de règles devraient être achevés rapidement.

Afin d'établir un cadre plus complet de règles régissant le commerce des services, les Membres devraient achever rapidement les travaux visant à l'élaboration de règles prescrits par l'AGCS dans les domaines des mesures de sauvegarde, de la réglementation intérieure, des subventions et des marchés publics. Ces négociations devraient être menées à bien au plus tard d'ici à la fin de la prochaine série de négociations.

- Les Membres devraient également élaborer, dès que possible, des disciplines communes pour la réglementation intérieure, sur la base des résultats du Groupe de travail des services professionnels pour le secteur des services comptables. Établir de telles disciplines applicables à tous les Membres souscrivant des engagements dans des secteurs de services spécifiques contribuera de manière notable à faciliter et accroître le commerce des services.
 - Nous reconnaissons qu'élaborer des règles effectives en matière de subventions et de marchés publics dans le secteur des services est une tâche difficile. Toutefois, les Membres devraient continuer à s'efforcer de la mener à bien aussi vite que possible afin d'éliminer les éléments qui faussent la concurrence et de porter à leur maximum les avantages de la libéralisation du commerce des services.
 - Il conviendrait d'établir dès le début des négociations un ensemble efficace de règles relatives aux mesures de sauvegarde d'urgence destinées à prévenir ou à réparer un dommage grave, afin de faciliter la négociation d'une libéralisation plus poussée.
-